
“De nouvelles forêts pour l’Afrique” : un slogan attirant pour promouvoir les plantations industrielles d’arbres ?

Une conférence intitulée « Des forêts pour l’avenir – De nouvelles forêts pour l’Afrique » aura lieu les 16 et 17 mars au Ghana (1). La vidéo publicitaire qui figure sur le site web de la conférence, où l’on voit de nombreuses images de forêts merveilleuses, dit que cet événement « sera le point de départ pour apprendre les uns des autres et pour stimuler le reboisement en Afrique ». Or, que peut-on vraiment attendre de cette conférence ? Que signifie, par exemple, le terme « reboisement » ? Du moment que les plantations industrielles d’arbres sont considérées comme des « forêts plantées » par l’Organisation de l’ONU pour l’alimentation et l’agriculture (FAO), l’institution qui définit ce que sont les forêts à l’échelon international, quelles sont les implications des « nouvelles forêts » dont parle la conférence ? Et quels sont les partenaires censés partager leurs expériences afin d’apprendre les uns des autres ? Autrement dit, quelles « leçons » vont-ils échanger, au vu de l’expérience et du programme de chacun ?

L’Afrique a été le centre de l’attention pendant les pourparlers de l’ONU sur le climat qui se sont déroulés à Paris en décembre dernier. Les discussions n’ont pas porté sur le fait que ce continent est celui qui contribue le moins à la crise climatique tout en étant probablement plus touché par elle que n’importe quel autre. La raison d’une telle attention est que l’Afrique est présentée comme le continent qui bénéficie de « la plus grande opportunité de restauration » (2), grâce, par exemple, à l’initiative AFR100 qui, avec le soutien de la Banque mondiale, vise à y planter 100 million d’hectares d’arbres (3). Visiblement, la Conférence de Ghana est organisée pour faire suite à ces initiatives relatives au climat. Le texte de présentation dit que « le reboisement et la remise en état du paysage pour combattre le changement climatique figurent maintenant parmi les premiers points de l’ordre du jour de nombreux gouvernements et organisations ». Le WRM a affirmé et expliqué à maintes reprises que, si la plantation d’arbres semble une bonne chose à première vue et peut être nécessaire dans beaucoup de cas, il est indispensable de se demander comment ces arbres sont plantés et qui va en tirer profit.

Comment sera fait le reboisement dont on parle dans la conférence ? Voilà une question cruciale. Cela peut se faire à petite échelle, avec une communauté ou un groupe d’agriculteurs, en replantant des espèces indigènes diverses afin de récupérer une forêt qui existait dans le passé, qui appartenait à la population locale et qui lui rapportait des bénéfices. Mais cela peut se faire aussi en couvrant des milliers d’hectares de plantations industrielles d’arbres d’une même espèce, ce qui aura de nombreux effets négatifs sur les communautés et l’environnement concernés ; telle est l’option que choisissent toujours les entreprises et les investisseurs en quête de bénéfices, et que soutiennent les gouvernements et les institutions multilatérales comme la FAO ou la Banque mondiale. Il est donc essentiel de savoir ce que les participants à la conférence entendent par « reboiser l’Afrique ». La deuxième option semble l’emporter, quand on connaît le nom et le programme d’un des principaux organisateurs de la conférence, la société de gestion forestière néerlandaise Form et sa filiale ghanéenne Form Ghana. Form Ghana propose de « reboiser » surtout en faisant des plantations

industrielles de teck. Ce « reboisement » génère aussi des crédits de carbone qui peuvent être vendus. Ils essaient de montrer que leurs plantations sont durables en recourant à la certification du FSC mais, comme le WRM l'a tant de fois signalé, ce système de certification est surtout un moyen de favoriser les entreprises en permettant que la demande de bois, et donc les plantations d'arbres, se développent davantage.

En outre, Form Ghana affirme que « la sylviculture durable offre une possibilité d'investissement intéressante ». Il n'est donc pas surprenant que la conférence que la société Form contribue à organiser accorde beaucoup d'importance au « reboisement » en tant qu'opportunité d'investissement, et qu'il soit essentiel aussi de modifier la législation, comme l'explique la vidéo de la conférence, en insistant sur l'importance « de garantir un rendement sûr et croissant de l'investissement ». L'ancien secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, qui est ghanéen, apparaît aussi dans la vidéo pour réaffirmer cet aspect, quand il dit : « Il faut toujours un milieu favorable et un régime réglementaire approprié pour encourager les investisseurs à investir [...] ». Or, l'expérience dans les pays du Sud où les plantations industrielles d'arbres se sont répandues sur des millions d'hectares au cours des dernières décennies, montre que les gouvernements ont passé des lois et des réglementations instituant, par exemple, des avantages fiscaux ; dans quelques pays comme le Brésil, ils ont donné l'argent des contribuables à des sociétés de plantation par le biais des banques nationales de développement ; ils ont même assoupli la législation environnementale et les lois du travail, toujours dans le but d'avantager le plus possible les sociétés de plantation et les investisseurs. (4)

Les sociétés de plantation industrielle d'arbres figurent parmi les orateurs de la Conférence de Ghana. La société norvégienne Green Resources, qui se présente comme l'entreprise sylvicole la plus importante d'Afrique, parlera, entre autres choses, de ses « succès ». Green Resources a triplé la superficie de ses plantations industrielles d'arbres – eucalyptus et pins – pendant les cinq dernières années. Elle est présente en Tanzanie, en Ouganda et au Mozambique (5). Pourtant, pour les communautés du Mozambique, par exemple, l'expérience est loin d'être un « succès ». Au cours d'une visite du WRM dans la région, nous avons entendu des plaintes sérieuses sur les activités de « reboisement » de l'entreprise avec des plantations d'eucalyptus qui avaient envahi des terres fertiles d'importance cruciale pour la culture de produits alimentaires, ce qui avait gravement atteint leur souveraineté alimentaire. Les promesses d'emploi et d'autres bénéfices ne s'étaient pas concrétisées, ou l'avaient fait à peine (6).

Une autre indication de la présence à la conférence des intérêts industriels, et donc du lobby des plantations industrielles d'arbres, est que sur la liste des orateurs figurent des consultants du Nord, comme la société finlandaise Indufor, une des plus importantes. Ces sociétés conseil sont des acteurs-clés du lobby des plantations industrielles d'arbres des pays du Nord, comme la Finlande, dont l'économie est basée sur le bois (7). De même, des producteurs finlandais de pâte à papier, comme Stora Enso et UPM, sont en train de couvrir de plantations industrielles d'arbres plusieurs pays du Sud, dans le but de produire à moindre coût et donc de gagner davantage.

Mais les plantations ne sont pas des forêts !

Le besoin de reboiser est sans doute réel et urgent dans beaucoup de pays africains, mais il ne faudrait pas le détourner pour promouvoir les plantations industrielles d'arbres, parce que les plantations ne sont pas des forêts. La monoculture d'arbres à grande échelle crée des opportunités d'affaires et de profits pour les entreprises et les investisseurs, mais elle multiplie les problèmes des communautés locales.

Si les populations directement touchées par ces « nouvelles forêts » faisaient partie de la liste d'orateurs de la Conférence, les participants apprendraient que les « succès » des entreprises, basés sur le nombre d'arbres et le rendement des investissements, ne sont pas réels et ne sont donc pas la solution. D'ailleurs, n'oublions pas qu'en plus d'avoir de graves répercussions au niveau local (voir la [section sur les impacts des plantations industrielles d'arbres](#) dans le site web du WRM), ces plantations ont de graves effets sur le climat, contrairement à ce que prétendent la Conférence de Ghana et d'autres initiatives. On les propose comme un moyen de « contribuer » à combattre la crise climatique, en oubliant que la monoculture d'arbres à grande échelle est une activité très dépendante du pétrole et du gaz naturel. Elle implique une forte mécanisation, l'application intensive de fertilisants et de pesticides, le transport des produits sur de longues distances, et des formes diverses de déboisement.

En encourageant ce système – au lieu d'y mettre un terme – on ne fera qu'aggraver la crise climatique. Il est donc indispensable de soutenir et de fortifier les communautés qui luttent contre les plantations d'arbres à grande échelle.

Winnie Overbeek, winnie@wrm.org.uy

Membre du secrétariat international du Mouvement mondial pour les forêts tropicales

0. <http://newforestsforafrica.org/>.
0. <http://www.wri.org/our-work/project/AFR100/about-afr100>.
0. <http://www.wri.org/our-work/project/AFR100/impact-investors#project-tabs>.
0. <http://wrm.org.uy/books-and-briefings/an-overview-of-industrial-tree-plantations-in-the-global-south-conflicts-trends-and-resistance-struggles/>.
0. <http://www.greenresources.no/Plantations.aspx>.
0. <http://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/la-farce-dune-sylviculture-intelligente-les-cas-de-green-resources-au-mozambique-et-de-suzano-au-bresil/>.
0. <http://wrm.org.uy/books-and-briefings/an-overview-of-industrial-tree-plantations-in-the-global-south-conflicts-trends-and-resistance-struggles/>.